



Goodyear, Air France etc.

Les intimidations et provocations patronales et gouvernementales doivent se retourner contre leurs auteurs !

Solidarité de classe !

Ces dernières semaines, dans des occasions différentes, **le gouvernement a fait le choix de la répression anti-salariés et antisyndicale et de la mettre en avant.** En octobre, Valls a tenu des propos ultraviolents, à l'unisson du PDG Juniac, contre les salariés d'Air France dans l'épisode de la « chemise déchirée ». En décembre, 8 militants CGT de Goodyear-Amiens, poursuivis par l'Etat (et non plus l'entreprise), sont condamnés à des peines ahurissantes de prison ferme. **Ce sont des provocations calculées à l'encontre du monde du travail,** également par le contraste avec la quasi-impunité des possédants et des patrons fraudeurs.

Plus que jamais, **notre bataille doit viser à faire prévaloir l'expression de la solidarité de classe entre les travailleurs sur la logique d'intimidation,** dans un contexte de précarisation aggravée de l'emploi et de la vie, de matraquage sécuritaire avec « l'état d'urgence ». Pour nous, communistes, la solidarité de classe va bien au-delà de l'affichage d'une compassion, même sincère, au nécessaire soutien humain et matériel. **Face à la répression patronale, démasquons, attaquons les intérêts de ceux qui répriment.**

A Air France, la charge de Valls a été excessive. L'opinion n'a pas vu des « voyous » dans les salariés risquant d'être licenciés. L'objet du délit, la chemise, est apparu futile à côté de la menace. Rapidement, il n'a pas pu être masqué que la « victime », le DRH Broseta (par ailleurs militant du PS), a délibérément pratiqué une politique de chantage à l'emploi, d'exacerbation des oppositions entre catégories de personnel. Du coup, l'affaire a été reléguée au second plan dans les médias. Mais, des centaines de suppressions d'emploi sont toujours programmées dans un « plan B ». L'Etat, actionnaire décisif, continue de subventionner le « Low-Cost », de privatiser les aéroports, de faire des ponts d'or aux compagnies des dictatures du Golfe. Et les salariés impliqués dans l'incident sont sanctionnés de façon inacceptable, certains licenciés et risquent toujours des condamnations judiciaires.

Goodyear est une entreprise moins connue. Le conflit à Amiens dure depuis 7 ans. Le pouvoir et sa justice de classe attaquent à froid, à la fin de l'affaire avec la volonté manifeste de criminaliser l'action syndicale. Le cas est aussi très politique puisque Hollande dans sa campagne de 2012 avait promis de faire « son possible » pour préserver l'emploi (pas vraiment un mensonge !) puis que le ministre Montebourg s'est compromis avec des patrons américains pour tenter de faire tourner les salariés en bourriques.

Nous saluons le courage des salariés et des militants syndicaux CGT de Goodyear qui ont résisté à tant de harcèlement dans l'entreprise, dans les infinies procédures judiciaires, dans les médias. **Ce qu'ils continuent à combattre au bout de 7 ans est essentiel : le chantage à l'emploi et aux conditions de travail, les stratégies de délocalisation.** La CGT et les salariés ont refusé le passage au travail en « 4X8 » qui aurait détruit leur vie privée et leur santé mais pas

du tout sauvé l'usine d'Amiens-Nord que Goodyear avait de toute façon l'intention de liquider et délocaliser, en faisant payer les salariés et les collectivités. **A contrepied de l'attaque judiciaire, il faut faire connaître le fond économique de l'affaire Goodyear !**

Air France, Goodyear : le bal des hypocrites a commencé. Valls encore en premier qui trouve « un peu lourdes » les condamnations des Goodyear et laisse entendre un jugement plus clémente en appel (bonjour l'indépendance de la justice !). Des patrons comme Mme Parisot et des réformistes qui regrettent les condamnations et prônent le « dialogue social ».

Mais la répression et le « dialogue social » sont les deux formes de la même politique anti-sociale. Ils fonctionnent à sens unique, contre les acquis des travailleurs. Quand ça ne passe pas par le dialogue, le pouvoir passe en force. Ça été le cas avec la loi Macron ou avec le protocole « PPCR » contre le statut de la fonction publique, récusé par des syndicats majoritaires mais imposé quand même. Hypocrisie encore chez les politiciens qui se ménagent une posture de gauche avant les élections de 2017. Ils veulent être photographiés avec les « Goodyear » alors qu'ils ont soutenu Hollande, voté le budget 2016 (comme la plupart des frondeurs), qu'ils défendent viscéralement l'UE de la concurrence de tous contre tous (Cohn-Bendit/EELV) ou qu'ils ont approuvé l'état d'urgence.

Que l'on ne compte pas sur nous, communistes, pour semer des illusions sur 2017 ! La résistance, c'est maintenant. Les attentats, l'état d'urgence, les « primaires » débiles ne doivent pas faire oublier qu'avec le « pacte de responsabilités », le gouvernement opère le plus grand transfert d'argent issu du travail vers le profit capitaliste (50 milliards d'euros). Hollande, dans ses dernières annonces « sur l'emploi », a encore ajouté 2 milliards aux cadeaux aux entreprises et annoncé la transformation du CICE en exonérations définitives de cotisations sociales patronales. La casse du financement solidaire de la sécurité sociale est une priorité de la fin du quinquennat. De leur côté, Macron et El-Khomri agitent le leurre des 35 heures pour mieux attaquer le code du travail et l'indemnisation du chômage.

Air France, Goodyear doivent porter la résistance à cette politique maintenant !

Communistes, nous appelons:

- ⇒ A signer et faire signer la pétition CGT pour la **relaxe des Goodyear**, à exiger l'annulation des sanctions contre les salariés d'Air France
- ⇒ Au **maintien de tous les emplois à Air France**, à la suppression des dispositifs gouvernementaux favorisant le dumping social dans l'aérien, à l'arrêt des privatisations des aéroports
- ⇒ **A taxer les réimportations d'usine délocalisées**
- ⇒ **A abroger le CICE**

La journée de manifestation des fonctionnaires le 26 janvier a marqué la reprise des luttes en 2016 : intensifions le mouvement !

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte : adhérez !

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Mail :

